

Vaste opération contre des oligarques en Lettonie



► Trois des personnalités les plus riches et influentes de ce pays balte sont visées par ce coup de balai sans précédent.
► Le président sortant, candidat demain à sa réélection, a lancé une procédure de dissolution du Parlement, qu'il juge sous influence.

RIGA

De notre correspondant

La Lettonie est en ébullition à la veille de l'élection présidentielle de demain. Pour la

première fois depuis le retour à l'indépendance de cette ancienne république soviétique, il y a vingt ans, la police anti-corruption et la justice semblent déterminées à agir de manière décisive contre trois des figures les plus influentes de la vie politico-économique du pays. Les événements ont pris une tournure encore plus inattendue lorsque le président sortant, Valdis Zatlers, estimant que le Parlement était sous l'influence de ces « oligarques », a décidé de lancer une procédure de dissolution de cette instance. Depuis cette annonce inédite, faite samedi, les 3,4 millions de Lettons oscillent entre incrédulité et espoir que lesdits oligarques seront enfin jugés pour leurs agissements illicites présumés, au moment où le pays peine à sortir d'une crise économique profonde.

« Au début des années 1990, après la chute de l'Union soviétique, des vagues de privatisation ont eu lieu dans une grande opacité, explique la journaliste Gunta Sloga. Les gens les plus malins ont pu bâtir des fortunes et continuent depuis à agir, souvent de concert, dans une relative impunité. »

Le plus influent des trois oligarques est le maire de Ventspils, une ville portuaire par laquelle transitent des matières premières à

destination et en provenance de Russie et d'Asie centrale. Aivars Lembergs, élu à son poste depuis 1988, est « soupçonné de contrôler une partie substantielle de l'activité économique » de sa ville, via des sociétés offshore, souligne Kristaps Petermanis, le directeur de la branche lettone de l'ONG Transparency International.

Depuis l'adhésion de ce pays balte à l'Union européenne, en 2004, plusieurs procédures judiciaires ont été engagées contre l'habile maire, sans qu'il ait jamais été condamné. Le parti qu'il finance – l'Union des fermiers et des Verts (ZZS) – est de toutes les coalitions gouvernementales, y compris celle issue des législatives d'octobre dernier.

Les autres oligarques sont Andris Skele, premier ministre dans les années 1990, et Ainars Slesers, un ancien ministre des transports et vice-maire de Riga. Leur influence aurait diminué depuis un camouflet administré par les électeurs, l'an dernier. Ainars Slesers, toutefois, est soupçonné d'avoir la main sur une partie du transit de marchandises via le port de Riga. Le 25 mai, des perquisitions ont eu lieu dans plusieurs sociétés contrôlées par ces personnalités, dans le cadre d'une instruction ouverte pour corruption, blanchiment d'argent,

abus de pouvoir, etc. Les intéressés rejettent ces accusations. Le lendemain, coup de théâtre : le Parlement bloquait la levée de l'immunité parlementaire dont bénéficie Ainars Slesers, nécessaire à la perquisition de son domicile.

Arguant du fait que les députés défendaient « avant tout les intérêts personnels d'un groupe restreint de personnes, et non les intérêts du pays », le président a lancé la procédure de dissolution. Pour être valide, elle devra être approuvée par référendum, le 23 juillet, ce qui a priori devrait être le cas.

Valdis Zatlers sera-t-il alors encore à son poste ? Rien n'est moins sûr. Candidat pour un second mandat, il risque fort de pâtir de son initiative. Car c'est le Parlement qui élit le président, à bulletin secret. Quelle que soit l'issue du scrutin, « la décision de Valdis Zatlers est cruciale pour le respect de l'État de droit », estime Kristaps Petermanis.

L'ironie de l'histoire, c'est que Valdis Zatlers avait été choisi par les oligarques lorsqu'ils cherchaient, en 2007, un président docile. L'intéressé était alors un directeur d'hôpital sans expérience politique.

ANTOINE JACOB

Désastre écologique en plein Buenos Aires

► Cinq millions de personnes vivent dans le bassin du fleuve Riachuelo, l'un des plus pollués du monde.
► Après avoir établi la responsabilité des autorités, la Cour suprême argentine se penche à nouveau sur le dossier aujourd'hui et menace de sanctions.

BUENOS AIRES

De notre correspondante

Le canot pneumatique glisse sur l'eau pestilentielle du Riachuelo. Il passe au large de Caminito, dans le quartier de La Boca, une petite rue pittoresque aux couleurs vives, très prisée par les touristes. Mais ce que les occupants de l'embarcation vont voir, aucun passant ne le verra : après avoir dépassé les barrières de contention qui empêchent les débris d'envahir la zone touristique, le canot zigzague tant bien que mal entre des sacs en plastique, des pneus, des aérosols, une quantité effroyable de déchets. Dans cette eau stagnante et nauséabonde, « il n'y a plus ni oxygène ni vie, à part des micro-organismes et des bactéries », souligne Félix Cariboni, de l'association Greenpeace. Les bulles à la surface ? « Du méthane... » Sur les berges s'accrochent des bicoques où s'amuse des enfants.

Le nombre de décharges à ciel ouvert est passé de 141 en mars 2009 à 348 aujourd'hui.

Plus de cinq millions de personnes, soit 13 % de la population de l'Argentine, vivent sur le bassin du fleuve Matanza-Riachuelo, qui s'étend sur 64 kilomètres : 45 % sont sous le seuil de pauvreté, 55 % n'ont pas accès au tout-à-l'égout et 35 % n'ont pas d'eau potable. « Pas de ramassage des poubelles : les gens jettent leurs débris dans l'eau, explique Félix Cariboni. Et on imagine où vont les eaux usées. »



Au bord du Riachuelo, en mai 2011. La pollution est un problème sans cesse évoqué mais jamais résolu.

Dans un bidonville appelé Villa Inflamable, près d'un pôle pétrochimique, les riverains assurent que la terre est tellement polluée qu'il suffit de jeter une allumette pour que le sol prenne feu. Des études ont détecté la présence de plomb et de 17 autres substances toxiques dans le sang des enfants. Conséquences : problèmes de croissance, fausses couches, cancers, pathologies dermatologiques et respiratoires... Ailleurs, dans la Villa 21, c'est sur une décharge que les gens ont construit leurs maisons.

Cette pollution n'est pas nouvelle. En 1993 déjà, la secrétaire d'État à l'environnement de l'époque, Maria Julia Alsogaray, avait promis de faire place nette en mille jours. Aujourd'hui, on l'accuse de malversations. En 2004, un groupe de riverains dépose une plainte contre les autorités. En 2006, la Cour suprême

ordonne la mise en place d'un plan d'assainissement, et l'Autorité du bassin Matanza-Riachuelo (Acumar) est créée pour coordonner les actions des collectivités compétentes. Car l'État, la région et les municipalités concernées, opposés politiquement, ne se mettent pas d'accord.

Les ONG ont donc enfin un interlocuteur. Pourtant, deux ans plus tard, rien n'est fait. En 2008, la Cour suprême établit alors clairement la responsabilité des collectivités et menace d'imposer des sanctions.

Depuis, les choses ont quelque peu bougé. « En avril dernier, nous

avons retiré le dernier des 60 bateaux échoués qui polluaient depuis deux cents ans, souligne-t-on à l'Acumar. Nous nettoyons également les berges : 70 000 tonnes de déchets ont été enlevées. » Des mesures qualifiées de « cosmétiques » par Alfredo Alberti, président de l'association des riverains de La Boca.

Car le problème est plus profond : une relocalisation des familles qui vivent à moins de 35 mètres de la rive est prévue, mais aucun logement n'a été construit. Et surtout, plus de 15 000 usines, comme des tanneries ou des fabriques de papier, sont installées sur le bassin et déversent leurs déchets toxiques dans l'eau. À peine 30 % ont été inspectées et 500 sommées d'établir un plan de reconversion industrielle. Le nombre de décharges à ciel ouvert est passé de 141 en mars 2009 à 348 aujourd'hui.

Car, malgré la création de l'Acumar, les collectivités continuent de se renvoyer la balle. « Et en cette année électorale, c'est encore pire, regrette Alfredo Alberti. Au lieu de faire des choses, au moins pour gagner des voix, ils se tirent dans les pattes. » En avril, le secrétaire d'État à l'environnement, Juan José Mussi, a reconnu qu'il faudrait encore huit ans pour assainir le bassin. Aujourd'hui, la Cour suprême argentine tiendra une audience publique et les juges parcourront la zone, avant de prononcer d'éventuelles sanctions.

ANGELINE MONTROYA

LE MOT

Décharge

À l'origine du mot décharge (*discarricare* en latin), il y avait l'idée d'ôter un chargement, par exemple d'une bête de somme. Mais dès l'ancien français, « décharge » a reçu des sens figurés, tournant autour de l'idée de libération : d'une obligation, d'une accusation en justice, d'une dette, d'un problème de conscience, ou d'un sentiment (on déchargeait son cœur...). En architecture, on soulage des édifices par des « arcs de décharge ». Dès la Renaissance, des sens

techniques apparaissent, comme la décharge d'une arme. À partir du XVIII^e siècle, l'électricité s'empare du terme, Benjamin Franklin citant le premier la décharge électrique, après ses expériences sur la foudre. La décharge moderne, le « lieu où l'on peut déposer décombres, immondices et déchets », n'apparaît qu'au XX^e siècle, avec, dans sa pire acception, la décharge sauvage, interdite, source de pollutions incontrôlées.

NATHALIE LACUBE